



CGT, FSU, Solidaires, UNEF et UNL appellent à une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle le 8 octobre 2015

Durant toute cette année, les salarié-es, les chômeurs-euses, les étudiant-es, les lycéen-nes et les retraité-es se sont mobilisé-es pour leurs droits.

A plusieurs reprises, dans les secteurs professionnels, les écoles, les établissements et au plan interprofessionnel ils ont exprimé leurs attentes, leur exaspération grandissante face à une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader et pour exiger une autre répartition des richesses qu'ils produisent.

Ces derniers mois, des mobilisations, souvent unitaires, ont été menées par les salarié-es, les jeunes et les retraité-es, exigeant leur juste dû, autour de luttes sur les salaires, les pensions, le financement du service public d'éducation assurant la réussite de tous et une protection sociale qui garantit un droit à l'autonomie pour tous les jeunes.

Des actions se sont développées pour exiger de travailler mieux et moins, d'améliorer les conditions de travail et de réduire la durée du temps de travail, contre les licenciements, pour exiger aussi la pérennisation et la conquête de nouveaux droits (retraites, protection sociale pour tous -jeunes, salarié-es, retraité-es-, garanties collectives), le développement des services publics notamment de l'éducation pour élever le niveau de qualifications des travailleurs de demain en ne laissant personne sur le côté et la relance industrielle.

Cédant aux pressions des puissances financières, au MEDEF, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité.

Accompagnées par une bataille idéologique inédite, des politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter tous les salarié-es, les chômeurs-euses, en particulier les jeunes, bizutés socialement à leur arrivée sur le marché du travail.

Dans un contexte où les inégalités se creusent, où la précarité se développe, où la confiance en la possibilité de changer le cours des choses s'amenuise, où les forces réactionnaires progressent, les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires, UNEF et UNL réaffirment leur volonté de contribuer au renforcement des mobilisations et à leurs convergences, dans un cadre unitaire le plus large possible et de manière intergénérationnelle afin de faire entendre que des alternatives aux politiques libérales sont possibles.

Dans cette rentrée, elles invitent les salarié-es, les chômeurs-euses, les jeunes, les étudiant-es et les retraité-es à amplifier la mobilisation autour d'une plate-forme revendicative commune pour :

- Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minima sociaux, le point d'indice des fonctionnaires, et les bourses ;

- Promouvoir l'égalité salariale femmes/hommes ;
- Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage ;
- Pérenniser et améliorer les garanties collectives ;
- Pérenniser et améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits, à la santé et à la retraite ;
- Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques ;
- Protéger socialement les jeunes pour garantir un droit à l'autonomie ;
- Conforter et promouvoir les services publics ;
- Investir dans le système éducatif pour faire face à l'augmentation du nombre de lycéens et d'étudiants en leur assurant des conditions d'études satisfaisantes.

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, UNEF et UNL appellent les salarié-es, les chômeurs-euses, les jeunes, les étudiant-es et les retraité-es à en débattre pour construire une grande journée de mobilisation interprofessionnelle et intergénérationnelle, le 8 octobre prochain.

Paris, le 17 septembre 2015